

Cahier 13/24

Auteur : Feraoun, Mouloud

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

27 Fichier(s)

Description & analyse

Analyse Note sur l'assassinat d'Ali Chekkal (président de l'Assemblée algérienne), le 26.05.1957 par Mohammed Ben Sadok ([F. 1r.](#)).

Note sur le massacre de Melouza ([F. 1v.-2r.](#); le 29 mai 1957 - les soldats de l'A.L.N. ont assassiné 347 hommes de Melouza sous prétexte qu'ils sympathisaient avec les messalistes).

Polémique avec F. Mauriac ([F. 3r./v.](#)).

Déménagement définitif vers Alger (note du 02.07. 1957, [F. 4v.](#))

Proclamation de la République Tunisienne par Bourguiba ([F. 6r.](#)).

"Qu'avons-nous gagné à nous soulever ?" ([F. 6v.](#)).

Auteur de l'analyse Resztak, Karolina (10.02.2020)

Informations générales

Langue Français

Cote REC_MAN_JOUR13

Nature du document manuscrit

Collation cahier "Jeanne d'Arc", 8 feuillets, 16 pages.

Support cahier d'écolier

État général du document Bon

Localisation du document Fondation Mouloud Feraoun Villa C93, Parc Miremont,

Air De France Bouzaréah, Alger Algérie Courriel :

mouloud.feraoun.officiel@gmail.com

Présentation

Sous-titre Mai-août 57

Date [1957.05.26 - 1957.08.14](#)

Genre Journal intime

Mentions légales Fiche : équipe Manuscrits francophones, ITEM (CNRS-ENS) ;

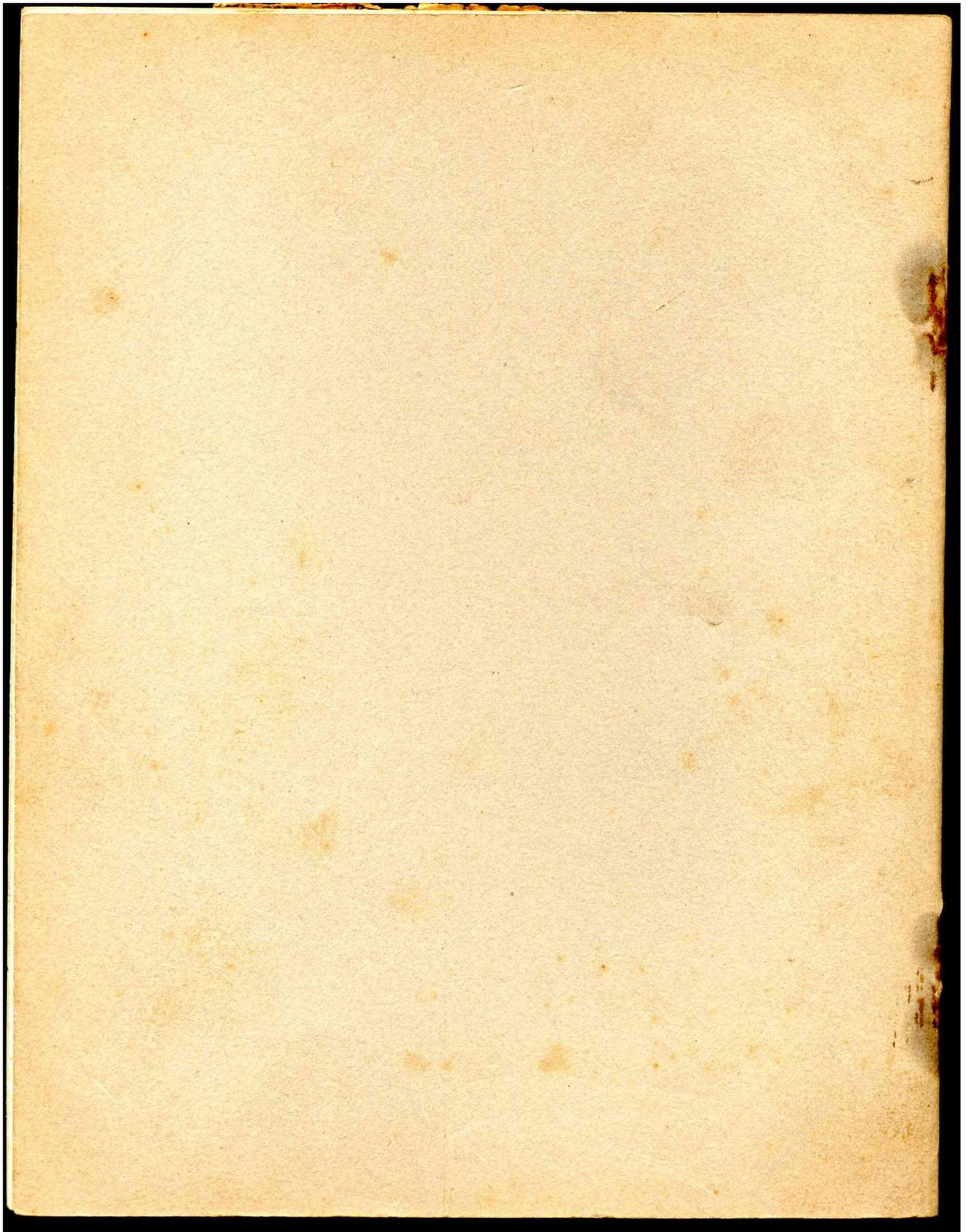
projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR)

Éditeur de la fiche Claire Riffard, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Notice créée par [Karolina Resztak](#) Notice créée le 10/02/2020 Dernière modification le 01/09/2022

l'avait pas touché. Les soldats et les gendarmes se sont mis à faire
la ville pour rassembler la population indigène place de la mairie. Le chahut
en face s'est vidé en un clin d'œil. Festait un moris qu'un gendarme d'en
haut interpella. D'autres gendarmes réfléchirent que c'était un européen et
on le laissa tranquille. Des patrouilles, des voitures allaient et venaient
dans tous les sens. Puis nous avons vu monter la croix rouge de l'infirmerie
et ~~passer~~ ^{vers} la porte d'Alger. Elle transportait les blessés graves à
Tizi-Ouzou.

Vers midi, j'ai vu arriver sur la place les officiers supérieurs,
Commandant, Colonel. Un ancien fellaga s'est mis à haranguer
la foule devant massée sur la place. Il s'est installé dans un
jeep, pris du micro et parlait devant le haut parleur. J'ai cru
comprendre que l'agresseur a été abattu et qu'il y a des gosses
parmi les blessés dont plusieurs certains sont très gravement
atteints. Il exhortait les commerçants à la prudence, leur
conseillait de ne pas offrir de refuge aux terroristes, flétrissait
le geste criminel de ceux qui n'hésitaient pas à provoquer la
mort des innocents, enfin, on fit passer le cadavre sur
un bourriquot, traîné par un kabyle, poussé par un autre,
monté par un 3^e qui tenait le cadavre comme on tient une
charge recalcitrante, j'ai vu les pieds du cadavre et j'ai retourné la



ms
util-
quette

que
ent
ner
la
les
pi a
e
et de
ont
nt,

e
s
#

CONTRE LE TERRORISME EN ALGÉRIE

Après avoir dénoncé
les « représailles coloniales »

M. MOHAMED KESSOUS CONDAMNE
LES « CRIMES TERRORISTES »

Alger, 11 juin (A.F.P.). — M. Mohamed El Azziz Kessous, ancien sénateur, directeur de *Communauté algérienne*, a fait tenir à la presse le message suivant :

« Après l'atroce drame de Melouza et les récents attentats contre la population civile d'Alger, qui révoltent les consciences libres, il convient que s'élève une voix musulmane indépendante pour stigmatiser tant d'actes déshonorants.

« Pendant près d'une année, de la tribune où j'ai vainement tenté d'appeler les diverses familles spirituelles de l'Algérie à s'unir dans la fraternité et la concorde, je n'ai cessé de dénoncer toutes les violences, quelle qu'en ait été l'inspiration, tous les crimes, quels qu'en fussent les auteurs. Et c'est avec une sévérité particulière que j'ai qualifié les « représailles coloniales » dont ont souffert tant de nos concitoyens musulmans.

« Cela me donne le droit de n'accorder aucune indulgence aux « crimes terroristes » dont sont victimes mes concitoyens d'origine européenne, devant la mémoire desquels il nous faut tous nous incliner avec la plus douloureuse compassion.

« Alors que tant de Français de bonne souche condamnent courageusement ceux des leurs qui commettent des atrocités dans nos villes et nos campagnes, tout musulman bien né leur fera écho en condamnant avec une fermeté égale ceux des siens qui souillent par des gestes criminels la cause de la liberté en prétendant la défendre. Se taire davantage serait lâcheté ou complicité. »

[Après avoir milité à la S.F.I.O., M. Kessous adhéra à l'U.D.M.A. (Union du manifeste algérien), ancien parti de Farhat Abbas. La publication qu'il dirige, *Communauté algérienne*, a été saisie deux fois depuis le début de la rébellion.]

Pau, 11 juin. — Le congrès national des médaillés militaires, qui s'est terminé hier à Pau, a voté une motion dans laquelle, constatant la recrudescence de l'activité criminelle des rebelles, tant en Algérie que dans la métropole, il « condamne la criminelle campagne de dénigrement de notre armée qui ne peut qu'encourager la rébellion et assure nos jeunes soldats et leurs chefs de la confiance la plus totale ».

La motion « invite le gouvernement à poursuivre et à intensifier, avec la plus rigoureuse énergie, une lutte impitoyable contre les agents de la rébellion et tous leurs complices », et conclut par un appel à l'union.

INCIDENTS A ALGER

(Suite de la première page.)

Sur leur passage ils ont violemment battu des musulmans bloqués par la foule dans des autos. L'un d'eux a dû être hospitalisé. Un colonel de parachutistes n'a pu réussir à calmer les manifestants, et ceux-ci ont poursuivi leur route.

Contraints par un barrage de police à faire demi-tour devant le palais d'été, ils se sont alors rendus au monument aux morts, où, après avoir chanté *la Marseillaise*, ils ont été facilement dispersés par des C.R.S. et des gardes mobiles.

Un autre cortège a tenté d'atteindre la Casbah et a été disloqué.

Huit musulmans ont été jusqu'à présent hospitalisés, dont l'un est sérieusement atteint.

Des manifestations avaient eu lieu lundi

Alger, 11 juin. — Devant le cimetière israélite de Saint-Eugène, où a eu lieu lundi l'inhumation d'une des victimes de l'attentat du casino, M. Lucien Serrot, des jeunes gens ont distribué un tract portant les signatures du comité d'entente des anciens combattants et du comité d'action des étudiants.

Adressé au « peuple d'Alger », le tract est ainsi rédigé :

« A Paris le « guignol » parlementaire bas son plein. A Alger le sang innocent coule à flot tandis que les condamnés à mort sont graciés.

« Melouza 27 mai, Alger 3 juin, Alger le 9 juin : casino de la Corniche : cent blessés, dix morts.

« Pour marquer notre deuil et notre colère cessez toute activité dès mardi matin. »

Après la fin de la cérémonie les premiers incidents ont éclaté aux cris de l'« Algérie française ».

Une quinzaine de musulmans ont été molestés tandis que des pierres étaient lancées contre des transports en commun.

Devant la caserne Pélissier, un Européen, que les manifestants avaient pris pour un musulman, a été frappé par un groupe de cinq ou six jeunes gens. Il a fallu pour le dégager qu'un officier de l'armée, qui faisait partie du service d'ordre, tire en l'air avec son revolver. L'incident s'est produit à la limite de la Casbah, où la devanture d'un café maure a d'autre part été défoncée.

Le chiffre des blessés musulmans s'élève à une vingtaine.

Retour des parachutistes à Alger

De leur côté, les autorités civiles et militaires prennent des dispositions tant pour « durcir » la lutte contre la recrudescence des attentats à Alger que pour éviter chez la population européenne des manifestations que laissent prévoir les premiers incidents et les premiers mots

Il est à noter qu'aucun des trois quotidiens d'Alger n'a publié l'appel à la grève et qu'au contraire tous les trois ont inséré en bonne place les appels au calme lancés par les autorités et en particulier un communiqué rappelant que « toutes manifestations et rassemblements sont interdits sur la voie publique ».

Cet après-midi doivent avoir lieu les obsèques de quatre des victimes de l'attentat de dimanche.

Des mesures de surveillance très strictes sont prévues. Elles ont notamment pour objet d'interdire aux manifestants l'entrée de la Casbah ou l'accès à la prison Barberousse, où se trouvent plusieurs musulmans condamnés à mort pour terrorisme et activités rebelles.

d'ordre lancés dans certains milieux.

Au nombre des mesures prises figure le rappel dans l'agglomération algéroise du groupement d'artillerie parachutiste de la 10^e division, ainsi que de certains éléments du 1^{er} régiment étranger parachutiste.

Tandis qu'une conférence réunissait au Gouvernement général les généraux Salan, Loth, Allard et Massu, ainsi que M. Baret, autour de M. Chaussade, secrétaire général, M. Robert Lacoste décidait d'avancer son retour à Alger et regagnait son poste dans la nuit.

Enfin l'autorité responsable du maintien de l'ordre à Alger rappelle les interdictions pesant sur les rassemblements et les démonstrations de foule à l'occasion des convois funèbres.

La presse algéroise prêche le calme

Alger, 11 juin (A.F.P.). — Devant l'émotion provoquée par le dernier attentat terroriste les journaux d'Alger s'attachent ce matin à prêcher le calme. *L'Echo d'Alger* écrit :

« Les chefs de la rébellion et du terrorisme, de plus en plus, font fausse route. Par l'unité dans la dignité, par le sang-froid dans l'affliction, les populations d'Alger, comme de toute l'Algérie, doivent contribuer en toutes circonstances à le prouver. Du même coup, elles contribueront à donner leur pleine efficacité aux mesures de renforcement du dispositif de sécurité. »

Le *Journal d'Alger* affirme de son côté :

« Alger, blessée, a la fièvre. Ce serait une victoire pour le F.L.N. que de graves incidents soient suscités. Ces gens-là n'ont aucun scrupule. Ils exploitent même le sang de leurs victimes à des fins de propagande. Et trop d'étrangers — peut-être même des Français — sont perméables. »

A l'occasion des obsèques des victimes de l'attentat du casino

VIOLENTS INCIDENTS A ALGER où des musulmans sont molestés

PLUSIEURS CORTÈGES DISPERSÉS PAR LA POLICE

De nouveaux incidents se sont produits à Alger, où certains éléments de la population européenne réagissent violemment aux attentats de ces derniers jours. L'important service d'ordre mis en place par les autorités et les multiples appels au calme lancés en particulier par la voie de la presse n'ont pas suffi à empêcher les manifestations.

Dans le courant de la matinée, puis de nouveau à l'issue des obsèques d'une des victimes de l'attentat du casino, des musulmans molestés et blessés ont dû être transportés à l'hôpital, comme d'autres l'avaient été lundi, à la suite de premiers incidents également consécutifs à l'enterrement d'une victime.

Simultanément plusieurs organisations étudiantes et d'anciens combattants faisaient respecter, en recourant, le cas échéant, à la violence, le mot d'ordre de grève générale qu'elles avaient lancé dans l'après-midi de lundi.

Devant ces réactions la police apparaît sans grande efficacité. Ni le maintien de M. Robert Lacoste à la tête des affaires algériennes ni l'annonce de l'arrivée d'éléments de la 10^e division de parachutistes n'ont suffi à apaiser la colère d'une foule en deuil, qui se croit victime des hésitations des hommes politiques, si ce n'est du régime, et scandé des slogans réclamant « l'armée au pouvoir ».

(De notre correspondant particulier.)

Alger, 11 juin. — Depuis 7 heures ce matin l'ordre de grève lancé hier soir en signe de deuil et à l'occasion des obsèques des victimes de l'attentat du casino, par le comité d'entente des anciens combattants et le comité d'action universitaire a été progressivement observé à Alger.

Au fur et à mesure que des magasins ouvraient les groupes de jeunes gens, sous menace de bris des vitrines, ont contraint les commerçants à baisser leurs rideaux de fer. Peu à peu toutes les boutiques ont fermé.

Les mêmes groupes ou d'autres, composés à la fois d'étudiants, de lycéens et de gamins des faubourgs, ont molesté des marchands musulmans dans les marchés, notamment au marché de Bab-El-Oued. Dans les rues du centre des automobiles ont été renversées, quelques-unes endommagées. En face de la Brasserie suisse, rue de la Liberté, une voiture a été incendiée. Les manifestants ont en outre mis le feu à une motocyclette, square Bresson. Ils ont fait fermer la poste principale d'Alger et interrompu la circulation des transports en commun.

Dans les rues passent par instants des ambulances emmenant des blessés à l'hôpital. Des hélicoptères survolent l'agglomération.

Vers 10 h. 30, à l'issue des obsèques de la danseuse Carmen Ramos, un groupe d'environ trois cents jeunes gens de seize à vingt-deux ans remontaient du champ de manœuvre, lieu de dislocation du cortège, vers le palais d'été et la résidence du général Massu en criant « Massu au pouvoir », « l'armée au pouvoir ».

(Lire la suite en 2^e page 4^e colonne.)

LES MÉMOIRES DE WEYGAND

de l'Académie française

sont maintenant achevés

Vient de paraître

* * MIRAGES ET RÉALITÉ

1918-1939

VINGT ANS D'ERREURS ET DE FAIBLESSE

Dès parus

* IDÉAL VÉCU

*** RAPPELÉ AU SERVICE

Il n'existe pas de livre qui fasse plus d'honneur
à notre pays, ni plus d'honneur à celui qui l'a
écrit.

PIERRE GAXOTTE
de l'Académie française

FLAMMARION

voiture où se trouvent de belles dames accompagnant les messieurs
pas toujours beaux et toujours non musulmans, la belle voiture ralentit
imperceptiblement, et repart en accélérant un peu, comme une Coquette
qui vous fait un sourire amical et accepte un hommage qui tout
naturellement lui est dû. Alors mon cœur se jince et je me dis que
tout de même, ces hommes qui veillent sur tous et qui prétendent
faire de nous leurs compatriotes, pourraient ~~par~~ s'ils voulaient sauver
les apparences, ménager nos susceptibilités faire mine d'arrêter tout le
monde, de regarder dans toutes les voitures. Mais j'ai bien peur que les
certificats de fraternité indestructible ne soient plus destinés qu'à
l'observateur étranger et qu'entre nous, le temps de l'hypocrisie
soit désormais révolu pour faire place à celui de la violence et de
la haine. En semer le plus possible, détruire et terrifier, voilà tout
ce qui reste entre nous. Aujourd'hui cela me semble évident,
en répit ~~de cette inévitable~~ ^{de cette inévitable} lassitude qui incline à la soumission
irréfléchie, et fait venir sur les visages des sourires amicaux
que j'intercepte parfois, que les Français pour qui ils sont destinés
interprètent, comme des sourires ^{amicaux} mais qui ~~ne~~ ^{en réalité} sont des rictus des
vaincus.

sont calcinés et les oliviers brûlent comme des torches, ainsi ^{que} les figuiers, d'autres arbres de rapport. Il s'y passe exactement ce qui s'y passa il y a 18 siècles, lorsque les Vandales vinrent brûler les ^{plantations romaines} arbres plantés par les Romains ; comme quoi la guerre a toujours le même visage, les hommes le même instinct. ^{Toutefois} Mais paraît-il, là-bas, chez moi, il ne s'agit pas de guerre mais de pacification.

J'ai appris que M. Ameriane a été abattu après avoir été torturé une semaine durant : il est mort sans avoir rien dit. F. Sair, lui, a été arrêté alors qu'il était dans son champ, occupé à ses travaux. Dehman lui arrivant de France à Alger et ayant appris ce qui se passe dans la montagne a repris immédiatement un billet pour Paris, estimant qu'Alger est encore trop près de la montagne infernale.

On ne peut pas dire qu'Alger soit un paradis. Sa vie n'est possible, à condition de rester chez à la maison. Juste en face de l'école, je peux contempler les patrouilles qui stationnent au rond point et fouillent minutieusement tous les hommes bruns de passage, toutes les femmes brunes voilées de blancs qui les accompagnent, toutes les vieilles autos qu'ils conduisent. Je pense qu'il n'y a rien à redire à ces fouilles qui destinées à prévenir des accidents, des morts innocentes. Mais je contemple aussi le geste largement protecteur du soldat qui fait signe à la belle

Lu deux brochures sur l'Algérie de R. Azou et J. Soustelle.
Controverse. Le premier prouve chiffres en main que la possession de l'Algérie
n'est pas une affaire rentable pour la France et qu'il vaut mieux, tous comptes
faits, laisser tomber les Algériens... Qui d'ailleurs ne demandent pas
mieux et le crient à qui veut s'entendre jusque dans le rôle
suprême d'agonie. Le second prouve que l'Algérie est la France,
les Algériens des Français et que pour cette raison, les laisser tomber
serait la plus grande des lâchetés et le pour la France un signe évident
de décadence. En 39, M. Paul Reynaud disait: "nous vaincrons
parce que nous sommes les plus forts". Maintenant M. Soustelle dit:
"nous resterons parce que nous sommes les plus forts". Puis-je en toute
sincérité souhaiter que l'avenir qui donna tort à P. Reynaud donne raison
à J. Soustelle? Pas possible, après toutes les souffrances qu'endure le
peuple Algérien. Je serais digne de la Croix si je le souhaitais. Nous sommes
à un moment où seul le désespoir nous tente. Dussions-nous souffrir
davantage, une fois arraché l'indépendance, dussions-nous subir la
dictature des ambitieux ou des fanatiques, nous sommes vraiment à bout,
prêts à nous jeter dans les bras du libérateur tyran pourvu que ce tyran soit
en même temps le libérateur...

Des nouvelles de chez moi: les soldats vont dans les champs,
explorent broussailles et ravins puis mettent le feu partout. Les obusiers

recourbe qui attendra passivement le bâton, toute colère rentrée, toutes illusions perdues. Alors les soldats français du XX^e siècle pouront dire qu'ils ont reconquis l'Algérie, comme leurs aînés du XIX^e. Le tout serait de savoir si cette nouvelle conquête durera un siècle, elle aussi.

14 Août

Un engagement très meurtrier pour les maquisards a eu lieu au Bouzegza, à la suite, disent les journaux, et comme revanche à un accrochage ou une embuscade qui a coûté 25 morts aux soldats français. Le communiqué officiel parle de 128 morts sans compter les prisonniers contre 11 soldats tués et quelques blessés. A Alger les auteurs des "attentats à la bombe" de ^{fin} juillet et début août ont été appréhendés et arrêtés, l'organisation terroriste démantelée. On nous promet, pour bientôt tranquillité complète ~~par~~ ^à Alger.

Le Président du Conseil P.M. et les ministres après avoir élaboré un plan d'austerité propre à redresser la situation financière et dont la presse chante la louange, prépare fébrilement une loi Cadre pour l'Algérie aux fins, sans doute, de la présenter prochainement à l'O.N.U. après l'avoir fait soumettre tout d'abord par M. Pineau à l'Amérique (la latine y comprise). On ^{voit} annonce aussi la visite plus ou moins imminente ~~de~~ du Président du Conseil qui sera suivie plus tard de celle de M. René Coty.

7 août - Voilà 15 jours que j'ai quitté la Kabylie. Je ne sais plus rien de ce qui s'y passe. Mais il ne s'y passe probablement rien d'autre que ce que je connais déjà. En somme cette période de vacances n'apporte rien de neuf et tout le monde attend avec appréhension la prochaine assemblée de l'ONU. Les plus réalistes d'entre les musulmans savent fort bien que l'ONU ne pourra pas dicter sa loi à la France ou que la France n'acceptera pas qu'on lui donne des ordres mais ils espèrent tout de même un arrangement. Les autres musulmans qui ne sont ni réalistes ni idéalistes ni politiques, sont tout simplement malheureux et voudraient que cela se termine, que la paix revienne, qu'on se remette à vivre même si rien ne devait plus jamais changer. Car se disent-ils, ^{naqim} avant la vie était possible. Et maintenant la vie est difficile. C'est la mort qui est possible, qui peut vous frapper n'importe comment et n'importe où. Qui avons-nous gagné à nous soulever?

Les gens se garderont de tenir un tel langage mais cela se lit sur leur visage, cela traduit et détermine leur comportement. Il ne faudrait pas trop les pousser pour qu'ils renoncent à croire, à avoir peur, à avoir honte. Il ne faudrait trop les pousser pour en faire des vaincus prêts à tous les platitudes, à tous les reniements. Si tel est le but de la pacification, il n'est pas bien d'être atteint. Bientôt, en face des paras, et autres soldats de la pacification, il y aura un peuple à l'échine

14 U

mo
sions
les privait
et d'ici
. ou de
A présent,
l ne faut
dire.
faire et
chez
te la
vient
On en
la,
ils
Moussi
morts
relâché
à B.D.
tous

deux se sont présentés devant le capitaine pour en demander restitution.
Le capitaine a rendu le bouvignot à son propriétaire mais il a gardé
mon beau frère et l'a fait passer par les armes. Lorsque mon ^{frère} ~~ami~~
est allé demander de ses nouvelles, on lui a dit qu'il s'était sauvé.
Mohand avait eu les soldats s'il n'avait pas reconnu dans ~~son~~ trainant
dans une coin du camp, les chaussures de son frère. Chabane
lui laisse une demi douzaine d'orphelins, mais il se console en songeant
que lui-même n'est pas encore mort, que leur habitation est intacte alors
qu'on en a ^a démolis plusieurs alentours, qu'enfin l'accrochage a
côuté aux soldats près de 50 morts et H seulement aux maquisards.
Chiffres d'ailleurs sujets à caution, comme tout ce que leur racontent les ^{combattants} ~~passagers~~
les Toumams, ces derniers jours, ont fait état de contacts
entre gouvernement et FLN au cours du Congrès international de la CISE
qui s'est tenu à Tunis. Un avocat tunisien chargé de mission auprès
de Ben Bella est arrêté à Orly à sa descente d'avion, sa serviette saisie.
Démenti officiel au sujet des contacts. Démenti aussi du côté FLN
qui exprime sa méfiance et a raison de la ~~proclamer~~ ^{exprimer}.

A Tunis Bourguiba proclame la République et se fait élire
président de la République. A Alger des bombes éclatent un peu partout
et un feu chaque jour. ^{sur les tribunaux} les juges condamnent à ^{type de} ~~très~~ ^{les} ~~escapés~~
En France des musulmans font l'épuration ^{de la torture} en
tant d'autres musulmans. Grand Dieu quand tout cela va-t-il
finir ?

À Font National depuis l'attentat à la Grenade, les Kabyles sont obligés de circuler sans barrous. Ils viennent le matin en processions ridicules et ont des allures gênées comme si de perdre ce barrou leur privait de virilité, de leur attribut d'homme. Bah! ils s'habitueront et d'ici l'hiver achèteront peut-être s'ils le peuvent des manteaux ou des imperméables. Que ne feraient-ils pas si on leur exigeait d'eux. À présent, les coups, les insultes, les humiliations ne les touchent plus et il ne faut rien d'autre que la mort pour être vraiment sûr de les atteindre. C'est les tuer, c'est le seul mal qu'on puisse désormais leur faire et chacun d'eux attend qu'on le lui fasse.

Avant de partir, j'ai su qu'il y a eu un grand accrochage chez nous à T. H. Les maquisards et les soldats se sont battus toute la journée dans les champs et mes Compatriotes qui s'y trouvaient livrés à leurs occupations agricoles ont dû s'enfuir vers Tizi ou vers ou Alger. À Alger, ils sont rassemblés au bar maritime et là, par hasard un terroriste leur a lancé une bombe parce qu'ils buvaient de l'alcool. On a arrêté mon beau frère Chabane Khamri dans son champ et les soldats lui ont fait transporter des moutons sur un bourriquet qui n'était pas à lui. Le soir ils l'ont relâché mais ils ont gardé le bourriquet qu'ils ont emmené avec eux à B. D. Le lendemain, il a accompagné le propriétaire de la bête et tous

véritables fleurs au pied du faux monument, la poignée de maïs du général -
Les maquisards avaient donné aux Kabyles l'ordre de faire la ville.
Le Capitaine aux agents, l'ordre de retirer les cartes d'identité pour
empêcher les ^{seventains} gens de s'en aller. Mais au total, la ville n'a jamais été
aussi morte et déserte que le jour du Centenaire.

A partir de ce ¹⁰ jour, nous instituturs, pourrions considérer
l'année scolaire comme terminée et nos tribulations comme un
mauvais souvenir. Jusqu'en ~~sept~~ ^{oct} nous sommes libres, libres de
nous cacher, de nous sauver, de ne pas répondre aux invitations
officielles, de ne pas assister aux cérémonies, de faire grève et
grande matinée. Jusqu'en oct, on va sûrement nous oublier et
chacun touchera peut-être du droit sa propre insignifiance en constatant
que cet oubli n'apporte aucun changement au train habituel de gens
lesquels, sans nous, continuent à souffrir, intriguer, à avoir peur, à
souffrir ou à mourir, que le fait de se trouver hors du coup, provisoi-
ment, est un avantage aussi dérisoire que celui de se trouver à
l'arrière d'une file lorsqu'on doit nous subir l'épreuve.

31 juillet

Me voici à Alger, installé avec ma famille à la lisière de la
grande ville, dans un quartier musulman très populaire où la misère côtoie
l'opulence, et les baraquements de tôle de belles villas bourgeoises. J'ai
laissé un pays triste où il n'y a que des vieillards, des femmes et des enfants.

tête. Pendant ce temps, ou après, j'en me soucieux plus, un soldat
filait l'attroupement sous tous les angles. Vers midi et demi tout
ce monde a été relâché pour aller casser la croûte - Tu s. st. il
passé exactement ?

2 juillet. - Je quitte bientôt F.N pour aller m'installer à Alger, sous un ciel
plus clément. Du moins tel est mon espoir. J'ai visité mon nouveau poste
le 22 juin et suis revenu précipitamment ici, assistés aux cérémonies du
Centenaire - le Centenaire de la prise de Souk El Karba, le 22 juin 1857 -
Le Cap. a préparé la chose depuis des mois. Toutes les maisons de la ville
ont été badigeonnées à la hâte, les ruelles nettoyées, les talus désherbés.
Devant l'école, poste face à mes fenêtres, le diognacien talus a été
coupé sur quelques mètres et s'est ébrié fébrilement un mur épais sur
lequel on a dressé une plate-forme de pl. mairiens. Sur la plate-forme, qui
est une maquette de dalle en ciment, on a installé une maquette de
monument faite de lattes très minces ^{et} recouvertes de plâtre ^{très blanc}. Un décor en
carton pâte pour simulacre de cérémonie, car l'attentat à la
grenade vint enlever son sérieux à une manifestation patriotique dont 31 ju
tout le monde, hormis le Cap. pourrait allégrement se passer. Ainsi nous
n'avons eu ni le ministre - résistant ni le préfet ni la population; Tous
juste un défilé à la place, avec ^{pour spectateurs} la centaine d'écoliers; Une gerbe de

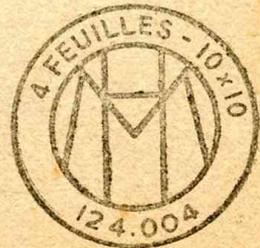
12/



HALBOUT Sculpteur

Wai-ant-17

JEANNE D'ARC



13 juin - Une bombe a éclaté au Casino de la Corniche, dimanche 9 juin :
10 morts, une centaine de blessés. De violentes manifestations ont suivi le 10 et
le 11. Dix morts, une vingtaine de blessés musulmans. L'appel du pauvre
Kerrou est anodin, aussi tenu qu'un cheveu dans la soupe. Une soupe
^à l'ère ^{forte} d'humours et de sang. Depuis longtemps déjà, chacun croyait avoir
raison. Si bien qu'il ne faut plus qu'on songe à disputes mais à se battre
et à se tuer. Et de plus en plus il apparaît qu'il n'y a d'autre issue que
la mort. Seulement ^{le regard béréni et} cette évidence brutale et inéluctable, nous
^{en serons,} amassons de part et d'autre, des monceaux d'égoïsme, d'espoirs insensés,
de vanité puérile et de foi irrémédiablement aveuglée : le réveil sera
très dur pour les survivants. Quant aux autres, ils seront morts
avec leurs nobles illusions. Et après tout cela n'aura pas été si sain,
puisque le terrifiant passage leur aura été facilité. Surtout on pourrait
plaindre ceux qui voient, savent, tombent inutilement sans apaiser les
colères, sans servir les ambitions. Car, n'est-ce pas, qui pourait-il n'y
a plus d'innocents, ni d'un côté ni de l'autre.

18 juin - Vers 10h nous avons entendu une détonation et, de la classe, les
élèves de 2^e ont pu voir des hommes se battre à coups de chaises sous la
terrasse vitrée du grand hôtel. Puis une auto est passée à l'infirmerie.
Nous avons su que le cap. venait d'être victime d'un attentat à
la grenade mais que la grenade qui avait fait dix blessés environ ne

GUY MOLLET SAVAIT TOUT ÇA !

AU Conseil national S.F.I.O., quelques militants ont eu vent d'une lettre adressée il y a un mois, à Guy Mollet, par les socialistes d'Alger. Lettre que le président du Conseil a gardée dans sa poche.

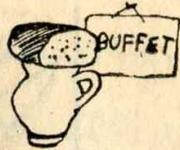
Or ce document était un vrai cri d'alarme. D'autant plus significatif que les socialistes d'Alger n'avaient jamais cessé d'approuver la politique de Guy Mollet et avaient même insisté, en octobre 1955, pour que le groupe parlementaire ne s'oppose pas au rappel des disponibles.

"Nous savons qu'en aucun cas, disait la lettre, vous n'accepterez que le retour au calme permette le maintien du statu quo ante, et qu'en aucun cas non plus vous ne tolérerez que le calme soit rétabli par des procédés dont l'application généralisée déshonorerait la France et le Parti dont vous êtes le secrétaire général."

Cela dit, les correspondants de Guy Mollet en venaient aux faits:

"Nous avons eu la stupéfaction, lundi 1^{er} avril 1957, d'apprendre que sept Européens inculpés dans l'affaire du bazooka (attentat con-

tre le général Salan qui a coûté la vie au commandant Rodier) ont été mis en liberté provisoire et que la levée d'écreu a donné lieu, devant la prison civile, à un



rassemblement d'Européens conduits par M. Coutelier, responsable du mouvement Poujade à Alger.

Ils n'ont même pas été placés en résidence administrative.

Et de citer quelques autres exemples de la façon dont le nommé Lacoste mène la lutte sur deux fronts :

"Transport de M. Alain de Sérigny dans l'avion personnel du ministre résidant; repas Lacoste-Borgeaud à La Trappe quelques jours avant la validation. M. Pugnet et le maintien en fonction de la municipalité de Cheragas, présidée précisément par le

sénateur Borgeaud, ou celle de Koléa ayant à sa tête le royaliste Gabet responsable des très graves événements qui s'y sont produits il y a peu de temps."

Les socialistes d'Alger admettent volontiers que la politique dite de "pacification" se distingue de la guerre, mais c'est pour regretter que "la pacification ait fait trop souvent place à une guerre répressive", et cela de par la faute de certains officiers supérieurs prompts à user de la force en dépit du droit.

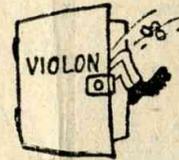
Y a-t-il eu "tortures", comme certains le soutiennent. Oui, certes, mais pas du fait "des petits gars de chez nous". Là-dessus, les socialistes algérois sont formels.

"Tous ceux, précise leur texte, qui ont eu le malheur d'être appréhendés par les soldats du régiment des parachutistes étrangers ont connu les douleurs et la honte de la torture.

"Le 1^{er} R.E.P., composé le plus souvent d'anciens S.S. allemands, est installé à Alger à la Villa Sésini, dans les locaux de l'ancien consulat d'Allemagne, ce qui constitue déjà tout un symbole et un

programme. De nombreuses personnes libérées de cette villa après plusieurs jours de détention sont venues spontanément à la Fédération socialiste raconter leurs souffrances et montrer les traces des sévices subis.

"Tous, sans exception, ont senti passer sur eux un frisson de terreur en prononçant le nom d'un soldat de première classe, de nationalité allemande, spécialisé dans l'application des électrodes sur les parties les plus sensibles du corps, ou dans l'immersion dans l'eau jusqu'à étouffement,



des têtes des personnes livrées à ses mains expertes...

"Les suspects, hommes ou femmes, qui pénètrent à la villa Sésini, sont systématiquement passés à la "question" parce que c'est la règle formelle, parce que c'est la règle d'airain qui régit les rap-

ports humains dans cette jungle allemande."

Et les socialistes d'Alger de préciser à M. Guy Mollet qu'ils tiennent à sa disposition "un nombre impressionnant d'exemples de sévices ou d'exécutions sommaires survenus parfois dans les conditions les plus terrifiantes".

Et la lettre de conclure :

"Les conséquences sont faciles à calculer. La confiance se dégrade au lieu de se restaurer, les réformes demeurent sans portée réelle, vos appels au cessez-le-feu ne trouvent aucun écho, les élections libres apparaissent comme un mirage trompeur, le F.L.N. durcit sa position parce que les masses musulmanes injustement frappées substituent la complicité de l'idéal à la complicité de la peur; finalement on perd l'Algérie, on la perd patriotiquement, on la perd tout de même. Car c'est mal analyser la situation que de croire qu'elle s'est améliorée."

Il faut espérer que M. Guy Mollet communiquera le document au futur Président du Conseil.

"Le Canard"

5 juin 57

l'histoire de ce jour-là. La question est de savoir si oui ou non nous

GUY MOLLET SAVAIT

AU Conseil national S.F.I.O., quelques militants ont eu vent d'une lettre adressée il y a un mois, à Guy Mollet, par les socialistes d'Alger. Lettre que le président du Conseil a gardée dans sa poche.

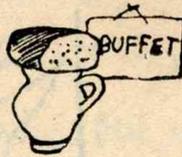
Or ce document était un vrai cri d'alarme. D'autant plus significatif que les socialistes d'Alger n'avaient jamais cessé d'approuver la politique de Guy Mollet et avaient même insisté, en octobre 1955, pour que le groupe parlementaire ne s'oppose pas au rappel des disponibles.

"Nous savons qu'en aucun cas, disait la lettre, vous n'accepterez que le retour au calme permette le maintien du statu quo ante, et qu'en aucun cas non plus vous ne tolérerez que le calme soit rétabli par des procédés dont l'application généralisée déshonorerait la France et le Parti dont vous êtes le secrétaire général."

Cela dit, les correspondants de Guy Mollet en venaient aux faits: "Nous avons eu la stupéfaction, lundi 1^{er} avril 1957, d'apprendre que sept Européens inculpés dans l'affaire du bazooka (attentat con-

tre le général Salan qui a coûté la vie au commandant Rodier) ont été mis en liberté provisoire et que la levée d'écreu a donné lieu, devant la prison civile, à un

sénateur Borgeaud, ou celle de Koléa ayant à sa tête le royaliste Gabet responsable des très graves événements qui s'y sont produits il y a peu de temps."



rassemblement d'Européens conduits par M. Coutelier, responsable du mouvement Poujade à Alger.

Ils n'ont même pas été placés en résidence administrative.

Et de citer quelques autres exemples de la façon dont le nommé Lacoste mène la lutte sur deux fronts :

"Transport de M. Alain de Sérigny dans l'avion personnel du ministre résidant; repas Lacoste-Borgeaud à La Trappe quelques jours avant la validation M. Pugno et le maintien en fonction de la municipalité de Cherragas, présidée précisément par le

Les socialistes d'Alger admettent volontiers que la politique dite de "pacification" se distingue de la guerre, mais c'est pour regretter que "la pacification ait fait trop souvent place à une guerre répressive", et cela de par la faute de certains officiers supérieurs prompts à user de la force en dépit du droit.

Y a-t-il eu "tortures", comme certains le soutiennent. Oui, certes, mais pas du fait "des petits gars de chez nous". Là-dessus, les socialistes algérois sont formels.

"Tous ceux, précise leur texte, qui ont eu le malheur d'être appréhendés par les soldats du régiment des parachutistes étrangers ont connu les douleurs et la honte de la torture.

"Le 1^{er} R.E.P., composé le plus souvent d'anciens S.S. allemands, est installé à Alger à la Villa Sésini, dans les locaux de l'ancien consulat d'Allemagne, ce qui constitue déjà tout un symbole et un

programmes lill pluses venues s ration s souffran des sévix

"Tous, passer s reur en soldat national dans l'a sur, les du corp dans l'a

des tête ses mat

"Les mes, qu sini, so sés à la la règle la règle

"Le Canard"

5 juin 57

... nous sommes chez vous, si oui ou non vous êtes chez nous. Et si vous voulez nous faire la paix.

Voilà M. Mauriac. Quant à notre barbarie congénitale, héritaire et tout, c'est une question de linge sale ou une question de bâton à laquelle Madame Sganarelle a, jadis, spirituellement répondu.

Tout le reste n'est que Casuistique, tragique hypocrisie.

ty au monde civilis
que allait de soi :
clame une enquête d
En toute logique, l
devrait accepter cet
Elle ne le fera pa
car ni M. de Sérign
orgeaud, ni les pouja



lap
ARRIVEE DE
au Collège
devait ré-
cherches sur

Avenir et épanouissement individuel indiscutables
Orientations diverses possibles

leurs honteuses protestations. La vérité, c'est qu'ils se trompent et
que nous les entendons fort bien.

— Nous sommes des salauds, nous disent-ils, nous vous torturons et
nous vous tuons pour rester chez vous et garder vos richesses en
vous laissant votre crasse. Oui, nous sommes des salauds et il ne
faut ^{pas} que ça continue. Nous savons bien que l'Algérie est à nous et
que vous garderez éternellement votre crasse, alors pourquoi vous
tuez-nous ? Alors Allons, répondez, pourquoi ces massacres
inutiles ? avouez que nous sommes des salauds.

De notre côté, nous leur répondons :

— Messieurs, il nous importe peu que vous sachiez ceci ou cela -
Et tant qu'à faire nous sommes pareillement des salauds, la
question n'est pas là. La question est de savoir si oui ou non, nous
sommes chez nous, si oui ou non vous êtes chez nous. Et si
vous voulez nous foutre la paix.

Voilà M. Mauriac. Quant à notre barbarie congénitale,
héritaire et tout, c'est une question de linge sale ou une question
de bâton à laquelle Madame Sganarelle a, jadis, spirituellement
répondu.

Tout le reste n'est que casuistique, tragique hypocrisie.

infirmement et qui nous révéleront que

vous n'avez pas le droit de parler au nom de l'Algérie tout entière, pas même au nom de celle qui exige d'être indépendante, Mélouza suffirait à l'attester.

cons-nous donc d'y appliquer une pensée désintéressée.

Et d'abord, rappelons-le aux rebelles : il s'est trouvé des Français, et parmi les meilleurs, pour dénoncer les actes indéfendables auxquels la mécanique fatale d'une guerre de partisans a entraîné certains des nôtres. Ces Français ont consenti à subir les pires insultes. Quelques-uns même ont été inculpés. Ils ont cru qu'ils servaient la patrie en donnant une voix à sa conscience.

Aujourd'hui, ces Français sont en droit de le constater : rien de tel ne se manifeste du côté des rebelles ; il ne s'en est trouvé aucun pour se frapper la poitrine devant l'abomination de Mélouza, dont ils ont osé nous charger, au mépris de toutes les évidences.

Là-dessus, à droite, on triomphe : « Reconnaissez donc que vous avez été des dupes ! » Et je réponds : Reconnaissez vous-mêmes, vous que révolte le cynisme des fellagha, par où s'affirme notre prééminence : dans notre fidélité à une vocation chrétienne et humaniste contre laquelle aucune politique ne prévaut. Cette fidélité se confond d'ailleurs avec la seule politique raisonnable, la seule qui ne nous aliène pas le reste du monde.

Vous ne sauriez à la fois vous indigner contre les rebelles parce qu'ils nous chargent du crime qu'ils ont eux-mêmes commis, et accuser de trahison les Français qui ont dénoncé nos propres égarements.

ET puis tournons-nous de nouveau vers les rebelles : que vous n'avez pas le droit de parler au nom de l'Algérie tout entière, pas même au nom de celle qui exige d'être indépendante, Mélouza suffirait à l'attester. Si vous aviez tous vos frères avec vous, vous ne chercheriez pas à les dominer par la terreur.

Vous n'êtes pas, et de loin, toute l'Algérie — et vous-mêmes êtes divisés. Une très haute personnalité, je le tiens de source sûre, qui cherchait depuis des mois à s'entremettre, y a renoncé parce qu'elle se heurtait, du côté fellagha, à une poussière d'exigences contradictoires.

Un cessez-le-feu ne saurait être négocié qu'avec les combattants, cela va de soi, et là-dessus, l'horreur de Mélouza ne saurait nous faire renoncer à ce que nous avons toujours cru et soutenu. Mais aucune condition de ce cessez-le-feu ne devrait engager, sur l'essentiel, le statut futur de l'Algérie qui concerne le peuple algérien tout entier.

Mélouza devrait au moins apprendre à nos alliés ce que signifie : indépendance algérienne, dès que, par l'imagination, nous nous représentons ce qui adviendrait de ces huit millions de musulmans, habitants d'une terre qui peut nourrir deux ou trois millions d'individus — de ce peuple déchiré entre tant de factions, et à qui le malheur rend si facile et si simple l'acte de tuer, l'acte de mourir.

L'absurdité tragique de cette guerre éclate dans l'évidence que ce peuple ne peut demeurer seul, que c'est pour lui et non pour nous qu'il y va de la vie et que, quoi qu'il arrive, nos destins demeureront liés.

un geste qui n'y a rien à dire, l'acte qui

discution, genaruisse, desonore
rait la France et le Parti dont
vous êtes le secrétaire général."
deux fronts :
"Transport de M. Alain de Sérigny dans l'atton personnel du mi-
la lutte sur
appréhendés par les soldats du
régiment des parachutistes étran-
gers ont connu les douleurs et la
honte de la torture.
des têtes
"Les s
mes, qui
sini, soi
ses à la
la règle

Express - 7 juin 57

LE BLOC-NOT

ici, chaque semaine

3 JUIN

LE réflexe de propagande joue, dès que l'ennemi se charge d'un crime qui fait spectacle. Le propre du réflexe est de précéder toute réflexion. N'empêche qu'il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour prévoir que cette ignoble tuerie de Mélouza, l'opinion internationale l'enregistrera moins comme une preuve de notre bon droit que comme un signe de notre impuissance. Efforçons-nous donc d'y appliquer une pensée désintéressée.

Et d'abord, rappelons-le aux rebelles : il s'est trouvé des Français, et parmi les meilleurs, pour dénoncer les actes indéfendables auxquels la mécanique fatale d'une guerre de partisans a entraîné certains des nôtres. Ces Français ont consenti à subir les pires insultes. Quelques-uns même ont été inculpés. Ils ont cru qu'ils servaient la patrie en donnant une voix à sa conscience.

Aujourd'hui, ces Français sont en droit de le constater : rien de tel ne se manifeste du côté des rebelles ; il ne s'en est trouvé aucun pour se frapper la poitrine devant l'abomination de Mélouza, dont ils ont osé nous charger, au mépris de toutes les évidences.

Là-dessus, à droite, on triomphe : « Reconnaissez donc que vous avez été des dupes ! » Et je réponds : Reconnaissez vous-mêmes, vous que révolte le cynisme des fellagha, par où s'affirme notre prééminence : dans notre fidélité à une vocation chrétienne et humaniste contre laquelle aucune politique ne prévaut. Cette fidélité se confond d'ailleurs avec la seule politique raisonnable, la seule qui ne nous aliène pas le reste du monde.

Vous ne sauriez à la fois vous indigner contre les rebelles parce qu'ils nous chargent du crime qu'ils ont eux-mêmes commis, et accuser de trahison les Français qui ont dénoncé nos propres égarements.

ET puis tournons-nous de nouveau vers les rebelles : que vous n'avez pas le droit de parler au nom de l'Algérie tout entière, pas même au nom de celle qui exige d'être indépendante, Mélouza suffirait à l'attester. Si vous aviez tous vos frères avec vous, vous ne chercheriez pas à les dominer par la terreur.

Vous n'êtes pas, et de loin, toute l'Algérie — et vous-mêmes êtes divisés. Une très haute personnalité, je le tiens de source sûre, qui cherchait depuis des mois à s'entremettre, y a renoncé parce qu'elle se heurtait, du côté fellagha, à une poussière d'exigences contradictoires.

Un cessez-le-feu ne saurait être négocié qu'avec les combattants, cela va de soi, et là-dessus, l'horreur de Mélouza ne saurait nous faire renoncer à ce que nous avons toujours cru et soutenu. Mais aucune condition de ce cessez-le-feu ne devrait engager, sur l'essentiel, le statut futur de l'Algérie qui concerne le peuple algérien tout entier.

Mélouza devrait au moins apprendre à nos

que nous ne les excusons pas attentivement et que nous réintéressons que

alors et nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a rien à dire, parce qu'



Il est urgent d'apprendre à ces timorés une de ces nombreuses méthodes que la publicité nous propose : "Comment vaincre la timidité ?" "Comment vaincre la timidité ?" "Comment vaincre la timidité ?"

Express - 7 juin 57

LE BLOC-NOI

ici, chaque semaine

3 JUIN

LE réflexe de propagande joue, dès que l'ennemi se charge d'un crime qui fait spectacle. Le propre du réflexe est de précéder toute réflexion. N'empêche qu'il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour prévoir que cette ignoble tuerie de Mélouza, l'opinion internationale l'enregistrera moins comme une preuve de notre bon droit que comme un signe de notre impuissance. Efforçons-nous donc d'y appliquer une pensée désintéressée.

Et d'abord, rappelons-le aux rebelles : il s'est trouvé des Français, et parmi les meilleurs, pour dénoncer les actes indéfendables auxquels la mécanique fatale d'une guerre de partisans a entraîné certains des nôtres. Ces Français ont consenti à subir les pires insultes. Quelques-uns même ont été inculpés. Ils ont cru qu'ils servaient la patrie en donnant une voix à sa conscience.

Aujourd'hui, ces Français sont en droit de le constater : rien de tel ne se manifeste du côté des rebelles ; il ne s'en est trouvé aucun pour se frapper la poitrine devant l'abomination de Mélouza, dont ils ont osé nous charger, au mépris de toutes les évidences. Là-dessus, à droite, on triomphe : « Reconnaissez donc que vous avez été des dupes ! »

Et je répons : Reconnaissez vous-mêmes, vous que révolte le cynisme des fellagha, par où s'affirme notre prééminence ; dans notre fidélité à une vocation chrétienne et humaniste contre laquelle aucune puissance ne prévaut. Cette fidélité se confond d'ailleurs avec la seule politique raisonnable, la seule qui ne nous aliène pas le reste du

dans trois grandes arties de la ville, au moment de grande affluence :
10 morts, 100 blessés. Des victimes innocentes françaises, arabes.
La même semaine aussi, accrochage en Kabylie, près de Michélet,
près de Fort-National: 125 rebelles abattus.

Voilà, c'est la guerre et c'est affreux. Mais il n'y a rien d'autre à dire. Rien à dire, parce que, lorsqu'on déclare qu'il y a d'un côté 125 abattus et de l'autre quelques morts et quelques blessés, nous savons ce que cela signifie. Nous savons ce que c'est que tous ces ^{mille} rebelles abattus ou à abattre et nous ne disons rien parce qu'il n'y a rien à dire, parce qu'

que nous ne les écoutons pas attentivement et que nous n'entendons que

dans trois grandes artères de la ville, au moment de grande affluence :
10 morts, 100 blessés. Des victimes innocentes françaises, arabes.

La même semaine aussi, accrochage au Kabylie, près de Michellet,
près de Fort-National: 125 rebelles abattus.

Voilà, c'est la guerre et c'est affreux. Mais il n'y a rien d'autre à
dire. Rien à dire, parce que, lorsqu'on déclare qu'il y a d'un côté 125 abattus
et de l'autre quelques morts et quelques blessés, nous savons ce que cela
signifie. Nous savons ce que c'est que tous ces ^{mille} rebelles abattus ou à
abattre et nous ne disons rien parce qu'il n'y a rien à dire, parce qu'
un mort ne peut plus parler et qu'un vivant qui craint de mourir s'il
parle tout en sachant fort bien qu'une fois ou l'autre il mourra à son
tour puisqu'on est décidé à tous nous tuer tant que nous persistons
à vouloir l'indépendance et que malheureusement, cette idée d'indépendance
est devenue pour tous la seule raison de vivre. Nous avons peut-être tort
d'avoir laissé s'enraciner en nous cette idée folle mais il n'est plus
question de l'en arracher: le cœur où elle a pris racine viendrait
avec; alors autant nous tuer tout de suite.

Ceux qui nous reprochent de ne ^{pas} avoir crié notre horreur pour dénoncer nos
propres crimes et qui n'hésitent pas à dénoncer les leurs ont la partie
belle et triomphent noblement devant notre silencieuse lâcheté. Mais ils croient
que nous ne les écoutons pas attentivement et que nous n'entendons que

3 juin... Les massacres de Melouza, hélas! Tous les journaux en parlent et d'horribles photos s'étalent aux premières pages, et l'opinion mondiale alertée commence à manifester son ^{Colère} ~~indignation~~ et sa désapprobation. Une honte, une honte, un acte imbécile par quoi tout un peuple se condamne et ^{déclare avec injustice} ~~signifie au siècle~~ sa barbarie. Désormais, au nom de quoi pourront parler ceux qui ^{en} ont assumé la responsabilité? Qui fondera les crimes? Qui, au contraire, n'aura pas hérité de la croix d'autres crimes, tous les crimes qu'on n'a pas manqué, qu'on n'a manqué pas de leur imputer? Peut-être pour y avait-il une explication psychologique ou politique, en tout cas cela n'aurait rien à voir avec l'humaine ^{nature} ~~raison~~ ou l'humain comportement. En tout cas, le sang des victimes n'a besoin d'aucune explication et aucune excuse ne séchera les larmes des enfants, ni ne fera disparaître des yeux hagards des femmes l'indicible épouvante qu'une nuit ^{internale} ~~sanglante~~ y a emplumée pour toujours.

10 juin Les massacres de Melouza! ils n'ont pas encore fini de faire couler de l'encre. Le Président Coty s'est adressé au monde civilisé qui apparemment a entendu sa voix et désormais nous traite de barbares. Le FLN s'est adressé au pape accusant "les forces de l'ordre" de génocide et dressant une liste de crimes collectifs où figure Melouza et le pape a refusé de croire le FLN. La grande presse en général, la presse française et étrangère admet que les soldats français n'y sont pour rien.

A quelques jours d'intervalle, trois bombes éclatent à Alger

30 mai

Hier une patrouille a été attaquée à la sortie de F.N. nous avons assisté à "la guerre", comme disait mon tout petit, que les claquements de mitraillettes ou autres ^{automatiques} amusaient prodigieusement. Nous avons vu passer l'ambulance à l'infirmerie, puis une petite voiture. Cela a duré 20mn environ, il était 6h du soir quand ça a commencé. Puis un brouillard a noyé le paysage et il s'est mis à pleuvoir tristement sur les blessés ou les morts. Aujourd'hui, on m'a dit de source française qu'un sergent a été blessé, de source kabyle que toute la patrouille a été détruite, que l'ambulance était pleine et qu'elle avait fait plusieurs voyages. Moi je l'ai ^{vu} descendre une fois, remonter mais ne l'ai pas vu descendre. Ou est la vérité? Et d'ailleurs pourquoi la vérité. De toute façon ce n'est pas gai.

31 mai

La radio annonce que les rebelles ont massacré tous les hommes d'un village (302) de M'Sila ^{Melouza} qui voulait demander la protection de la troupe. Dans les milieux autochtones, "le massacre sans nom" a provoqué une grande émotion. Il y a de quoi s'émouvoir en vérité mais la nouvelle était sur hier et les journaux d'aujourd'hui ne lui accordent qu'une petite place, parmi tous les autres communiqués: hier on croyait que c'était un règlement de comptes entre bandes rivales, alors on a haussé les épaules en se frottant les mains. Aujourd'hui qu'on a une autre interprétation, on crie à la sauvagerie. Pourtant hier comme aujourd'hui, il s'agit des mêmes morts.

massif

26 mai 57

Dimanche. Mercredi dernier, le ministre Mollet a remis sa démission après un vote défavorable sur les impôts nouveaux. Dans être politicien, on comprend fort bien ce qui s'est passé: La droite fait choir Mollet parce qu'il demande de l'argent, or il lui faut de l'argent pour "pacifier l'Algérie" et sauvegarder "la grandeur française" à laquelle cette droite semble tant tenir. En somme, on fait faire à un homme de gauche du vilain travail et on refuse de payer la note. Pauvre homme et pauvre gauche!

Ces jours-ci, les soldats ont fusillé l'amin d'Az. après l'avoir torturé. Il était "collecteur de fonds" mais aussi ancien combattant, mutilé, "administratif". Maintenant il n'est plus rien. Une règle bien établie: on tue systématiquement tous les "suspects". Une abruterie entre les mains de l'armée: les maquisards qui se rendent, qui sont choqués et craquent complaisamment. Alors il n'y a qu'à suivre leurs indications. Voilà pourquoi, sans doute, les ratissages se font désormais dans les champs et épargnent les villages. Les soldats s'égarent dans la nature et tirent sur n'importe quoi. Le dernier ratissage, au dessous de chez nous, a fait encore dix morts, la semaine dernière. Qui sait, ils, bon dieu!

27 mai.

Ali Chakkal a été abattu hier à Paris, comme il sortait, avec les officiels dont le P. de la République, du stade de Colombes où venait de se dérouler la finale de la Coupe de France. Le terroriste a été arrêté sur place. Il n'a pas cherché à s'enfuir et la police a dû le protéger de la foule.

Tribune des Nations - 17 mai 57

Ce qu'on dit, officieusement, au Quai d'Orsay

LES plans algériens du Département d'Etat que la prochaine session de l'O.N.U., en septembre, doit permettre de révéler, sont de moins en moins un mystère dans les milieux parlementaires de Paris. Moins discrets ou — pour une fois, qui sait ? — plus mal renseignés que nos Excellences, plusieurs députés font présentement état, dans certains cercles restreints de Paris, des intentions américaines. C'est ainsi que le président du groupe M.R.P. confiait récemment à un député ménédiste que les rapports de Washington considéraient qu'il fallait régler le conflit par étapes : la première "étape" ayant pour objet d'arriver à un état de "conflit avorté" pourrait être ouvert par la mise de l'Algérie sous tutelle de l'O.N.U. Au terme de deux années qui constitueraient en quelque sorte un sursis donné à la France pour négocier avec une Assemblée élue à plusieurs degrés un statut fédéral algérien, les pouvoirs d'administra-

tion de l'O.N.U. pourraient être remis en cause par référendum.

Selon les informations obtenues par le plus responsable de nos mandataires M.R.P., cette solution qui en reviendrait à proposer un cessez-le-feu politique à terme, aurait l'avantage, aux yeux de Washington, de n'utiliser aucun des termes que les différents partis français associaient jusqu'à présent aux solutions possibles : qu'il s'agisse de cessez-le-feu, d'état de siège ou de République algérienne... On penserait aussi outre-atlantique que deux autres éléments : M.M. Mollet et Robert Lacoste, contribuant à rendre insoluble le problème algérien, pourraient par leur disparition d'ici 1958 faciliter un règlement satisfaisant en Algérie (sic).

LE Concordat mis en route à Rome dans le secret des entretiens qui se sont déroulés entre le président Coty et Pie XII d'une

part, et M. Pineau et le pro-secrétaire Mgr Tardini d'autre part, pourrait bientôt porter ses fruits — s'il faut en croire les rumeurs optimistes qui, depuis le retour de Rome, commencent à se répandre au Quai d'Orsay. Dans l'élaboration de cet accord si désiré par M. Robert Lacoste — il s'agit naturellement d'un concordat entre lui et leurs Eminences l'archevêque d'Alger et de Rabat — Mgr Tisserant, "le pa-pe gris", pour les gens bien informés et pour les autres le cardinal doyen du Sacré Collège, aurait joué à Rome un rôle de première grandeur. C'est à Mgr Tisserant, à son esprit de diplomatie et à sa persévérante insistance depuis plusieurs mois, que M. Pineau, affirme-t-on, a dû d'arriver pu annoncer, il y a une semaine, sans risquer que cela lui retombe sur le nez, qu'on parlerait à Rome de l'attitude du clergé en Afrique du Nord.

Claire BARSAL.

26 m

27 mai